

**APPEL A CANDIDATURES POUR L'ENGAGEMENT A TITRE TEMPORAIRE  
DANS UN EMPLOI DEFINITIVEMENT VACANT  
DANS UNE FONCTION DE SELECTION D'EDUCATEUR-ECONOME  
DANS UN ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ORDINAIRE**

Coordonnées du P.O.

**ASBL Institut Saint-André de Ramegnies-Chin et Tournai  
Chaussée de Tournai, 57 à 7520 Ramegnies-Chin**

Coordonnées de l'établissement

**Institut Saint-André  
Chaussée de Tournai, 57 à 7520 Ramegnies-Chin  
<http://www.st-andre.be/>**

Entrée en fonction souhaitée le **3 septembre 2018**

Nature de l'emploi : **définitivement vacant**

Volume : **temps complet**

Intitulé de la fonction : **EDUCATEUR-ECONOME**

Les conditions légales d'accès à la fonction sont reprises en annexe 1.

Le profil arrêté par le Pouvoir organisateur après consultation de la direction ainsi que du conseil d'entreprise constitue l'annexe 2

Titres de capacité : voir annexes 3 et 4

Les dossiers de candidature doivent être envoyés **par mail**, uniquement au **format PDF**, à [recrutement.sar.2018@gmail.com](mailto:recrutement.sar.2018@gmail.com)

au plus tard le 23 août 2018.

Le dossier de candidature comprendra une lettre de motivation, un curriculum vitae et une copie du diplôme et, le cas échéant, une attestation de la fréquentation de la formation spécifique.

Une première sélection sera établie sur base des dossiers et les candidats retenus seront invités, par mail, à un entretien.

Coordonnées de la personne-contact auprès de laquelle divers renseignements complémentaires peuvent être obtenus :

Madame Sophie Liagre-D'haene, Directrice de l'établissement  
[direction@st-andre.be](mailto:direction@st-andre.be)

Annexe n° 1 – Conditions légales d'accès à la fonction

Annexe n° 2 – Profil recherché

Annexes n° 3 et 4 – Titres de capacité

## **Annexe 1 - CONDITIONS LEGALES D'ACCES A LA FONCTION**

SOIT

**Art. 54 sexies du décret du 1<sup>er</sup> février 1993**

Le candidat doit répondre aux conditions suivantes :

- Jouir des droits civils et politiques ;
- Etre porteur d'un des titres de capacités suivants :  
pour la fonction d'éducateur-économiste : un titre de niveau supérieur du premier degré au moins à orientation économique, commerciale, comptable ou en gestion<sup>1</sup> ;
- Remettre, lors de la première entrée en fonction, un certificat médical, daté de moins de six mois, attestant que le candidat se trouve dans des conditions de santé telles qu'il ne puisse mettre en danger celle des élèves et des autres membres du personnel ;
- Satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique ;
- Etre de conduite irréprochable ;
- Satisfaire aux lois sur la milice ;
- Avoir répondu au présent appel.

---

<sup>1</sup> Voir liste exhaustive en annexe 3,1°.

**SOIT**  
**(articles 54 et 54bis du décret du 1<sup>er</sup> février 1993)**

Le candidat doit répondre aux conditions suivantes :

**Palier 1 (art. 54 du Décret du 1<sup>er</sup> février 1993)**

Le candidat doit répondre aux conditions suivantes :

- Revêtir la qualité de membre du personnel de l'enseignement libre catholique subventionné ;
- Remplir toutes les conditions de l'article 51, alinéa 1<sup>er</sup> :
  - Avoir acquis une ancienneté de service de six ans au sein de l'enseignement subventionné, dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie « personnel auxiliaire d'éducation » calculée selon les modalités fixées à l'article 29bis ;
  - Etre engagé à titre définitif dans une de ces fonctions dans l'enseignement libre catholique subventionné ;
  - Etre titulaire, à titre définitif, avant cet engagement, d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans l'enseignement libre catholique subventionné ;
  - exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction d'éducateur-économiste et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs<sup>1</sup>;
  - avoir suivi au préalable une formation spécifique sanctionnée par un certificat de fréquentation;
  - avoir répondu au présent appel.

**A défaut - Palier 2 (art. 54 bis, § 1<sup>er</sup> du Décret du 1<sup>er</sup> février 1993)**

Le candidat doit répondre aux conditions suivantes :

- Revêtir la qualité de membre du personnel engagé à titre définitif de l'enseignement libre catholique subventionné ;
- Etre titulaire, à titre définitif, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans un pouvoir organisateur de l'enseignement libre catholique subventionné ;
- Exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction d'éducateur-économiste et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs<sup>2</sup>.

**A défaut - Palier 3 (art. 54bis, § 2 du Décret du 1<sup>er</sup> février 1993)**

Le candidat doit répondre aux conditions suivantes :

- Revêtir la qualité de membre du personnel temporaire prioritaire de l'enseignement libre catholique subventionné ;
- Etre titulaire, à titre temporaire, avant cet engagement d'une fonction comportant au moins une demi-charge dans un pouvoir organisateur de l'enseignement libre catholique subventionné ;
- Exercer à titre temporaire une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction d'éducateur-économiste et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir annexe 4

<sup>2</sup> Voir annexe 4

<sup>3</sup> Voir annexe 4

## Annexe 2 - PROFIL DE LA FONCTION

Voici le profil de la personne recherchée. Dans la suite du texte, les termes « éducateur-économiste » seront à lire au sens épique et désigneront l'appellation générique de la fonction qui s'applique tant aux candidats qu'aux candidates.

La fonction d'éducateur-économiste nécessite une connaissance spécifique dans les domaines comptable, juridique, administratif et économique d'organisation scolaire.

L'éducateur-économiste met ses compétences au service des objectifs visés par le projet éducatif de l'enseignement catholique en général et du projet éducatif de l'Institut Saint-André, dont le projet « Ecole pour demain », auquel il marque son adhésion.

A cette fin, il fera preuve :

- de capacités de gestion économique, comptable et financière et, pour ce faire, de la maîtrise de l'outil informatique, de l'utilisation des logiciels BOB Software, ISABEL, Banque Nationale de Belgique, BIZTAX, Microsoft Outlook, etc. ;
- d'un sens aigu de l'organisation et de la gestion, de la rigueur comptable et administrative, ainsi que d'un souci constant de l'éthique propre au projet « Ecole pour demain » et des économies à réaliser au bénéfice de toute la communauté scolaire et des projets qui y sont développés ;
- de capacité de décision, d'autonomie dans le travail et de prise d'initiatives au service d'une équipe de direction (fondamentale et secondaire) avec laquelle il travaillera en étroite collaboration, dans le respect de la hiérarchie ;
- de probité et de rigueur ;
- d'une grande faculté d'adaptation et de créativité ;
- d'une capacité à s'intégrer harmonieusement dans le fonctionnement de l'école ;
- de motivation et de dynamisme, faisant preuve d'une capacité à gérer les relations humaines avec des qualités d'écoute et de communication, aussi bien avec l'équipe de direction, les professeurs, les éducateurs, le personnel ouvrier, les élèves, les parents, les fournisseurs, les banques, tout partenaire extérieur à l'établissement, etc. ;
- d'un engagement à suivre les formations spécifiques à ses nouvelles responsabilités.
- d'une capacité rédactionnelle et orthographique ;

Il découle de la description de fonction que l'éducateur-économiste occupe un poste de confiance dans l'école. A ce titre, l'importance du secret professionnel doit être soulignée.

D'autre part, l'exercice optimal de cette fonction exige que l'éducateur-économiste puisse travailler en parfaite collaboration avec l'équipe de direction sur base de la confiance mutuelle. En accord avec l'équipe de direction, il peut, si nécessaire, disposer de l'aide du personnel administratif et/ou des éducateurs pour des tâches conformes à leur fonction.

Il veillera à rester en phase avec la vie scolaire grâce à des contacts réguliers avec tous les membres de la communauté éducative.

**Dans le cadre de la gestion financière**, l'éducateur-économiste est chargé de la préparation du budget (ordinaire et extraordinaire), de l'établissement des ordres de paiement des dépenses, du paiement des dépenses et de la perception des rentrées, de l'inventaire du matériel et de la comptabilité.

-> De façon plus spécifique:

- préparation du budget (collecte des demandes et besoins pour établir le budget annuel) ;
- enregistrement des factures (programme BOB) ;
- établissement des ordres de paiement des dépenses et importation des CODA (programme ISABEL) ;
- perception et contrôle des rentrées officielles (subventions) ;
- perception et contrôle des rentrées privées (factures des élèves, activités parascolaires, gestion des impayés, etc.) avec les éducateurs et les professeurs concernés ;
- établissement de la partie financière des tarifs de vente de produits (restauration, piscine, photocopies, etc.) avec le personnel concerné ;
- inventaire du matériel (archivage des factures d'achat et tableaux d'amortissement) ;
- comptabilité : enregistrement des comptabilités des différentes sections; établissement des balances, grands livres, comptes annuels des dites sections et dépôt des décomptes finaux, collaboration avec le réviseur d'entreprise dans le cadre de la mission annuelle de contrôle qu'il exerce sur l'établissement, consolidation des comptes de l'ASBL auprès de la BNB et BIZTAX (impôts), archivage, déclaration de patrimoine.
- rédaction des cahiers des charges

**Dans le cadre de la gestion du personnel ouvrier et APE**, l'éducateur-économiste est chargé de certains aspects de la gestion du personnel lorsque ces aspects sont en relation avec la gestion financière et matérielle des écoles ou ont une répercussion sur celle-ci. Il est chargé du paiement de la rémunération du personnel non-subventionné, engagé sur fonds propres, dans les limites du mandat qui lui a été conféré.

Ce mandat peut comprendre le calcul des salaires et traitements suivant les conventions collectives de travail en vigueur, le paiement des salaires et traitements, l'application de la législation sociale et fiscale, l'organisation et la surveillance du travail, l'application du règlement de travail. Il a une compétence d'avis lors de l'engagement et/ou du licenciement de ce personnel.

-> De façon plus spécifique:

- gestion administrative du personnel ouvrier et APE : déclaration DIMONA (ONSS), rédaction des contrats de travail, établissement des prestations mensuelles; envois des informations au Secrétariat Social ou à la Communauté Française (APE) ; contrôle et paiement des salaires de chacun dans la comptabilité concernée ; remise des fiches de paie ;
- planification du travail sous l'autorité de l'équipe de direction ;

- organisation des équipes et contrôle du travail au quotidien ;
- gestion des relations humaines au sein du personnel ouvrier ;
- déclaration des accidents du travail ;
- gestion des congés, congés de maladie et absences diverses du personnel ouvrier : certificat médical à collecter, répartition du travail du travailleur absent sur l'équipe en place, remplacement à envisager si l'absence est de longue durée ;
- contact avec la Médecine du Travail (MENSURA) : visite médicale du personnel ouvrier, visite annuelle du conseiller en prévention SEPP ;
- fourniture des vêtements de travail et chaussures de sécurité ;

**Dans le cadre de la gestion matérielle et logistique**, sous l'autorité de l'équipe de direction, l'éducateur-économe est chargé de la gestion matérielle des écoles, dans le respect des nécessités et des budgets, soit

- la surveillance de l'état du matériel, de l'équipement, des locaux et des bâtiments et de l'entretien et/ou des réparations qui en découlent ;
- l'achat du matériel et de l'équipement ;
- l'achat des matières premières, la gestion des stocks, la vente ou la location des objets produits et des services rendus. ;
- en ce qui concerne les marchés de travaux, de fournitures et de services, l'éducateur-économe veillera au respect des procédures imposées et collaborera avec le Segec (centrale des marchés).

-> De façon plus spécifique:

- élaboration des dossiers en cours ou à venir sur les projets de construction ou de rénovation ;
- gestion du dossier des assurances (Inspection du Hainaut) : tenue à jour des dossiers de biens meubles et immeubles, déclaration pour intervention de l'assurance en cas de sinistre, assurance pour les sports à risque, assurance collective pour les manifestations, assurance pour le personnel en mission, communication des relevés kilomètres parcourus, de la population scolaire, etc. ;
- respect de la législation « sécurité » : contact avec l'organisme agréé pour la surveillance des ascenseurs, des agrès de gymnastique, de la basse tension, du système d'alarme incendie et effraction, des extincteurs, etc. selon la législation en vigueur ;
- gestion et entretien des biens et bâtiments avec la collaboration du personnel ouvrier et selon l'ampleur des travaux, contact avec les entrepreneurs extérieurs ;
- gestion des achats (produits d'entretien, poudre pour le lave-vaisselle et poudre à lessiver, papier hygiénique, sacs poubelles, mazout, petit matériel pour les ouvriers d'entretien, matériel de cuisine, ustensiles de cuisine, couverts, verres et assiettes, papeterie, enveloppes, feuilles de bilan, timbres, papier photocopieur, cartouches encre informatique, café et biscuits, vins, bières, eau, vêtements de travail et de sécurité ouvriers, tabliers femmes de

ménage, etc.): respect des marchés publics, respect des trois feux verts [soit : (1) établissement du bon de commande, (2) vérification du bon de livraison, (3) conformité de la facture], réclamations éventuelles auprès du fournisseur ;

- gestion de l'occupation locaux (Foyer, Internat, Hall de Sport) : rencontre avec les locataires occasionnels, visite des lieux, établissement du contrat, établissement de la facture, vérification du respect des consignes et rappel si manquement, état des lieux et remise des clés ;
- gestion des équipements des locaux : contact avec les fournisseurs pour devis et commande selon les besoins, en collaboration avec le personnel concerné ;
- gestion des problèmes techniques du matériel et des locaux : centralisation des bons de travail remplis par toute personne qui constate une anomalie et distribution du travail aux ouvriers ;
- gestion des déchets en interne : tri sélectif avec commande sacs bleus, location de containers, en collaboration avec l'équipe « Ecole pour demain »;
- gestion des clés.

**A cela s'ajoutent les tâches diverses suivantes :**

- contact avec le Conseil d'Entreprise ;
- contact avec les Religieuses de Saint-André pour toute question relative au voisinage (chauffage, alimentation en eau, électricité, jardin, toiture, ...) et répartition des frais communs ;
- contact avec l'AFSCA pour la visite de la cuisine et le respect de la législation, inscription du personnel ouvrier aux formations organisées dans la région ;
- contact avec le Crécit pour les analyses annuelles de l'eau de citerne et de l'eau de ville (1 fois par an) ;
- contact avec REPROBEL : déclaration des copies protégées pour l'établissement des droits d'auteur.

## Annexe 3 - TITRES DE CAPACITE (AGCF du 14 mai 2009)

<b>1) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR UNIVERSITAIRE</b>	
1 <sup>ER</sup> CYCLE	2 <sup>E</sup> CYCLE
- CANDIDAT/BACHELIER EN SCIENCES DE GESTION	- LICENCIE/MAITRE/MASTER EN SCIENCES DE GESTION
- CANDIDAT/BACHELIER EN SCIENCES ECONOMIQUES	- LICENCIE/MAITRE/MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES
- CANDIDAT/BACHELIER EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION	- LICENCIE/MASTER EN GESTION DE L'ENTREPRISE
- CANDIDAT/BACHELIER INGENIEUR DE GESTION	- INGENIEUR DE GESTION - MASTER INGENIEUR DE GESTION
- CANDIDAT/BACHELIER INGENIEUR COMMERCIAL	- INGENIEUR COMMERCIAL - MASTER - INGENIEUR COMMERCIAL
<b>2) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE DE PLEIN EXERCICE DE TYPE COURT</b>	
- GRADUE/BACHELIER EN COMPTABILITE-ADMINISTRATION	
- GRADUE/BACHELIER EN COMPTABILITE	
- GRADUE/BACHELIER EN MARKETING	
- GRADUE/BACHELIER EN COMMERCE EXTERIEUR	
- GRADUE/BACHELIER EN COMMERCE	
- GRADUE/BACHELIER EN MANAGEMENT	
- GRADUE/BACHELIER EN MARKETING-MANAGEMENT	
- GRADUE/BACHELIER EN SCIENCES COMMERCIALES ET ADMINISTRATIVES	
- AESI - SECTION COMMERCE	
- AESI B SECTION SCIENCES ECONOMIQUES ET SCIENCES ECONOMIQUES APPLIQUEES	
- AESI B SOUS-SECTION SCIENCES ECONOMIQUES ET SCIENCES ECONOMIQUES APPLIQUEES	
- AESI-BACHELIER SOUS-SECTION SCIENCES ECONOMIQUES ET SCIENCES ECONOMIQUES APPLIQUEES	
- BACHELIER-AESI SOUS-SECTION SCIENCES ECONOMIQUES ET SCIENCES ECONOMIQUES APPLIQUEES	
<b>3) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NON UNIVERSITAIRE DE PLEIN EXERCICE DE TYPE LONG</b>	
- CANDIDAT EN SCIENCES COMMERCIALES	- LICENCIE EN SCIENCES COMMERCIALES
- BACHELIER EN GESTION DE L'ENTREPRISE	- MASTER EN GESTION DE L'ENTREPRISE
- CANDIDAT/BACHELIER INGENIEUR COMMERCIAL	- INGENIEUR COMMERCIAL - MASTER - INGENIEUR COMMERCIAL
<b>4) DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE PROMOTION SOCIALE DE TYPE COURT DE REGIME 1</b>	
- GRADUE/BACHELIER EN COMPTABILITE	
- GRADUE/BACHELIER EN MARKETING	
- GRADUE/BACHELIER EN MARKETING-MANAGEMENT	
- GRADUE/BACHELIER EN MANAGEMENT	
- GRADUE EN GESTION-MARKETING	
- GRADUE/BACHELIER EN COMMERCE EXTERIEUR	
- GRADUE/BACHELIER EN COMMERCE	
- GRADUE/BACHELIER EN SCIENCES COMMERCIALES ET ADMINISTRATIVES	

Ou tout titre reconnu comme « variante » d'un de ces titres via l'AGCF du 5 juin 2014, à savoir :

AESI COMMERCE
AESI SCIENCES ECONOMIQUES ET SCIENCES ECONOMIQUES APPLIQUEES
BACHELIER EN COMMERCE EXTERIEUR PSR1 - 719100S32D1
BACHELIER EN COMPTABILITE PSR1 - 711101S32D2
BACHELIER EN GESTION DE L'ENTREPRISE (TL)
BACHELIER EN MARKETING PSR1 - 714100S32D1
BACHELIER-AESI SOUS-SECTION : SCIENCES ECONOMIQUES ET SCIENCES ECONOMIQUES APPLIQUEES

CANDIDAT EN ECONOMIE COMMERCIALE
CANDIDAT EN SCIENCES COMMERCIALES (UNIV)
CANDIDAT EN SCIENCES DE GESTIONS
CANDIDAT EN SCIENCES ECONOMIQUES APPLIQUEES
CANDIDAT EN SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
CANDIDAT EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES
CANDIDAT EN SCIENCES ECONOMIQUES, SOCIALES ET POLITIQUES
CANDIDAT INGENIEUR COMMERCIAL
CANDIDAT INGENIEUR DE GESTION
COMMERCE EXTÉRIEUR
COMMERCE EXTÉRIEUR ET TRANSPORTS INTERNATIONAUX
ESEC : MARKETING (CODE CIRSO 611801)
ESEC COMPTABILITÉ, INFORMATIQUE DE GESTION ET EXPERTISE (PS)
GRADUAT EN GESTION - MARKETING PSR1 - 714501S32F2
GRADUAT EN GESTION/MARKETING PSR1 - 714501S32F1
GRADUAT EN GESTION-MARKETING PSR1 - 714501S32S1
GRADUAT EN SCIENCES COMMERCIALES ET ADMINISTRATIVES
GRADUE : COMMERCE
GRADUE : COMMERCE EXTERIEUR
GRADUE : COMPTABILITE
GRADUE : DISTRIBUTION - MARKETING
GRADUE : GESTION - MARKETING
GRADUE : MARKETING - GESTION COMMERCIALE
GRADUE : MARKETING
GRADUE : MARKETING MANAGEMENT (PS)
GRADUÉ EN COMMERCE
GRADUÉ EN COMMERCE EXTÉRIEUR
GRADUÉ EN COMPTABILITÉ
GRADUÉ EN COMPTABILITÉ - ADMINISTRATION
GRADUÉ EN COMPTABILITÉ OPTION : BANQUE ET FINANCE
GRADUÉ EN COMPTABILITÉ OPTION : FISCALITÉ
GRADUÉ EN COMPTABILITÉ OPTION : GESTION
GRADUÉ EN COMPTABILITÉ OPTION : INFORMATIQUE
GRADUÉ EN DISTRIBUTION
GRADUÉ EN DISTRIBUTION - MARKETING
GRADUÉ EN DISTRIBUTION COMMERCE EXTÉRIEUR
GRADUÉ EN DISTRIBUTION ET MARKETING
GRADUÉ EN MARKETING
GRADUE EN MARKETING-MANAGEMENT PSR1 - 714501S32F4
GRADUE(E) EN COMPTABILITE PSR1 - 711101S32D1
GRADUE(E) EN MARKETING - MANAGEMENT PSR1 - 714501S32E1
GRADUE(E) EN MARKETING MANAGEMENT PSR1 - 714501S32S2
GRADUE(E) EN MARKETING MANAGEMENT PSR1 - 714502S32C1
INGENIEUR COMMERCIAL
INGENIEUR COMMERCIAL (UNIVERSITE)
INGENIEUR COMMERCIAL ET DE GESTION
INGENIEUR DE GESTION
LICENCE EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES
LICENCE EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES (FINANCES, BANQUES, ASSURANCES)
LICENCE EN ADMINISTRATION ET GESTION
LICENCE EN GESTION DE L'ENTREPRISE
LICENCE EN GESTION DE L'ENTREPRISE (TL)
LICENCE EN GESTION DE L'ENTREPRISE (UNIV)
LICENCE EN SCIENCES ACTUARIELLES

LICENCE EN SCIENCES COMMERCIALES
LICENCE EN SCIENCES COMMERCIALES ET ADMINISTRATIVES
LICENCE EN SCIENCES COMMERCIALES ET CONSULAIRES
LICENCE EN SCIENCES COMMERCIALES ET FINANCIERES
LICENCE EN SCIENCES DE GESTION
LICENCE EN SCIENCES ÉCONOMIQUES
LICENCE EN SCIENCES ECONOMIQUES APPLIQUEES
LICENCE EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES
LICENCIÉ POST-UNIVERSITAIRE EN SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES
MAITRE EN ADMINISTRATION ET GESTION
MAÎTRE EN SCIENCES DE GESTION
MAÎTRE EN SCIENCES ÉCONOMIQUES
MAÎTRE EN SCIENCES ÉCONOMIQUES APPLIQUÉES
MAÎTRISE EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES (FINANCES, BANQUES, ASSURANCES)
MAITRISE EN ADMINISTRATION ET GESTION
MAÎTRISE EN SCIENCES ÉCONOMIQUES
MAITRISE EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES
MASTER EN GESTION DE L'ENTREPRISE (TL)
MASTER EN SCIENCES COMMERCIALES (TL)
MASTER EN SCIENCES DE GESTION
TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN COMMERCE
TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN COMPTABILITÉ
TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN COMPTABILITÉ - ADMINISTRATION
TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN DISTRIBUTION
TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN DISTRIBUTION ET MARKETING

## Annexe 4 - TITRES DE CAPACITE (Décret du 2 février 2007)

### Article 101 du Décret du 2 février 2007

1. Fonction de sélection	2. Fonction exercée	3. Titre(s) de capacité
Educateur-économiste	Fonction de recrutement d'éducateur	Un des titres requis ou un des titres jugés suffisants (1) pour la fonction d'éducateur

*(1) Le décret du 19 octobre 2017 modifiant le décret du 11 avril 2014 permet aux membres du personnel protégés par les mesures transitoires (définitifs ou relevant d'une des catégories de l'article 285 du décret du 11 avril 2014) de maintenir leurs droits à l'accès aux fonctions de promotion et de sélection qui étaient les leurs avant la réforme.*

*En d'autres termes, un définitif ou un temporaire « prioritaire ou protégé » qui ne serait plus porteur que d'un TPL ou d'un TPnL pour la fonction qu'il exerce peut néanmoins bénéficier de ce régime transitoire pour accéder à une fonction de sélection ou de promotion.*